

# COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON D'HUCQUELIERS ET DE SES ENVIRONS

---

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire

L'an deux mil seize, le vingt décembre à dix heures, le Conseil Communautaire légalement convoqué en date du 13 décembre 2016 s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christophe COFFRE.

Etaient présents : tous les membres en exercice à l'exception de Messieurs Carlu Jean-Pierre, Davelu, Huguet, Pichonnier et Madame Merlin.

Ont donné procuration : Néant

**Objet : Programme de lutte contre les inondations sur les communes de Bourthes et Wicquinghem : mise en place d'une politique foncière - modalités d'indemnisation - dossiers réglementaires**

La politique foncière doit permettre de :

- Réaliser les travaux
- Réglementer des activités sur l'emprise des barrages et des zones sur-inondées
- Uniformiser l'intervention de la communauté de communes et la réglementation sur les ouvrages existants et à créer

Afin de faciliter les négociations avec les propriétaires concernés, le conseil communautaire opte pour l'instauration d'une servitude d'utilité publique.

La servitude dite de rétention temporaire des eaux de crue ou de ruissellement (article L211-12 du Code de l'Environnement) permet de sur-inonder certaines zones par le biais d'aménagements spécifiques (barrages, remblais...), afin d'accroître artificiellement leur capacité de stockage des eaux et réduire ainsi les crues ou ruissellements dans les secteurs situés en aval.

Deux zones sont à distinguer dans cette servitude :

- L'emprise du barrage : création d'un barrage en terre
- L'emprise de la zone sur-inondée : cette zone ne fera pas l'objet de travaux. Ces surfaces seront inondées temporairement lors de la mise en charge de l'ouvrage. En période courante, le projet n'aura aucune incidence sur cette zone. La zone sur-inondée sera sollicitée uniquement en période de fortes précipitations.

Les modalités d'indemnisation sont définies sur la base du protocole mis en place par le SmageAa sur son programme de mobilisation du champ d'expansion des crues de la vallée de l'Aa (sans les acquisitions), protocole négocié avec les organisations professionnelles agricoles départementales.

Modalités d'indemnisation (ouvrages existants et à créer) :

- Emprise du barrage :
  - o Propriétaire : l'impact sur l'emprise du barrage étant réel, il est proposé d'indemniser les propriétaires sur la base de 10 000 €/ha lors de l'instauration de la servitude.
  - o Occupant : les barrages seront aménagés afin de garantir le maintien des activités actuelles (pâturage). A ce titre, il n'est pas prévu d'indemniser les occupants (exploitants agricoles).
- Emprise de la zone sur-inondée :
  - o Propriétaire : l'impact de la servitude est limité, cependant les parcelles seront grevées d'une servitude qui entraîne un préjudice aux propriétaires, notamment en terme de revente. C'est pourquoi, il est proposé d'appliquer une indemnisation sur la base d'un taux de 15% de 10 000 €/ha lors de l'instauration de la servitude
  - o Occupant : indemnisation des pertes de récolte

Modalités :

- Déclaration de l'exploitant sous 10 jours après le remplissage du site
- Evaluation d'un expert (si besoin) pour définir le montant de l'indemnité
- Indemnité basée sur les barèmes de la chambre d'agriculture

Concernant les dossiers réglementaires

Le conseil communautaire doit :

- Approuver le programme de lutte contre les inondations en tête de bassin versant de l'Aa - Approuver la politique foncière du programme,
- Demander à l'instauration d'une servitude d'utilité publique pour rétention temporaire des eaux de crue sur l'emprise du projet,
- Solliciter Madame la Préfète pour déclarer le programme d'intérêt général,
- Demander à Madame la Préfète l'ouverture de l'enquête publique relative à la demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, à la déclaration d'intérêt général et à la demande d'instauration de la servitude d'utilité publique,
- Autoriser le Président à mener toutes les démarches nécessaires à l'obtention des différents arrêtés et autorisations.

Après en avoir délibéré, l'assemblée accepte l'ensemble de ces propositions.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits

Pour extrait conforme

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-246200992-20161220-D2016ADM149-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/12/2016

Le Président  
Christophe COFFRE

